



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE, DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE
L'IMMOBILIER**

SERVICE ACHAT INNOVATION LOGISTIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHÉS
BUREAU DES ACHATS IMMOBILIERS ET PRESTATIONS

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(CCP)

Relatif à la distribution d'un dispositif de boutons d'appel à destinations des élus

Le présent marché public a été passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

Le présent CCP comporte l'annexe suivante :

Annexe 1	Protection des informations – Confidentialité – Mesures de sécurité
Annexe 2	Engagement de reconnaissance de responsabilité
Annexe 3	Clauses contractuelles « RGPD » du ministère de l'intérieur

1	GENERALITES	4
2	DISPOSITIONS GENERALES.....	4
2.1	CONTEXTE	4
2.2	OBJET DU MARCHE	4
2.3	PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE	5
2.4	ALLOTISSEMENT.....	5
2.5	FORME DU MARCHE.....	5
3	DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	5
3.1	DUREE.....	5
3.2	DELAIS D'EXECUTION.....	5
3.3	PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....	6
3.4	SURSIS DE LIVRAISON.....	6
3.5	SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES.....	6
4	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	7
5	REPRESENTATION DES PARTIES.....	8
5.1	L'ACHETEUR.....	8
5.2	LE TITULAIRE	8
5.3	LA SOUS-TRAITANCE	9
6	MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
6.1	EQUIPE DEDIEE A L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET MODALITES DE REMPLACEMENT.....	9
6.2	REUNIONS DE CADRAGE ET DE SUIVI.....	9
6.3	DESCRIPTION TECHNIQUE DES BOUTONS D'APPEL	10
6.4	DESCRIPTION DU DISPOSITIF.....	11
6.5	GARANTIE DU DISPOSITIF	12
6.6	LIVRABLES.....	13
6.7	LIVRAISONS.....	13
6.8	TRANSPORT.....	14
6.9	EMBALLAGE ET CONDITIONNEMENT.....	15
6.10	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	15
6.11	SUBSTITUTION ET EVOLUTION DE LA GAMME DE FOURNITURES.....	15
6.12	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	16
6.13	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	16
6.14	PROTECTION DES INFORMATIONS – CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE.....	16
7	MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION	16
7.1	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	16
7.2	CLAUDE DE REEXAMEN.....	16
8	MODALITE ET DETERMINATION DU PRIX.....	18
8.1	FORME DU PRIX.....	18
8.2	CONTENU DU PRIX.....	18
8.3	PRECISIONS SUR LES DROITS DE DOUANES.....	18
8.4	VARIATION DU PRIX	19
9	MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES	21
10	PENALITES –	21
11	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	22
12	REGLEMENT	24
12.1	REPARTITION DES PAIEMENTS	24
12.2	AVANCE.....	24
12.3	ACOMPTES.....	24
12.4	PAIEMENT	25
12.5	DEMANDE DE PAIEMENT	26
13	ENGAGEMENT ET RESPONSABILITES	28
13.1	ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS	28
13.2	ASSURANCE	28
14	RESILIATION.....	29
14.1	CAS DE RESILIATION.....	29
14.2	DECOMPTE DE RESILIATION.....	29
14.3	ABSENCE D'INDEMNISATION POUR RESILIATION POUR MOTIFS D'INTERET GENERAL	29
15	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	29

16	DIFFERENTS	29
16.1	MEDIATION	29
16.2	LITIGE	30
17	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	31

1 GENERALITES

Sauf mention contraire, le terme « Code », utilisé dans le présent document, fait référence au Code de la commande publique, adopté par l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

Le sigle « MI », utilisé dans le présent document, désigne le ministère de l'Intérieur.

2 DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Contexte

Le centre d'analyse et de lutte contre les atteintes aux élus (CALAE) a été créé en mai 2023. Il a pour vocation d'améliorer la connaissance des atteintes aux élus pour mieux les combattre et les accompagner.

Pour ce faire, il poursuit plusieurs objectifs :

- « Analyser » : compiler les données des préfectures et des forces de sécurité intérieure, les analyser, et les restituer (Baromètre mensuel, Rapport annuel) ;
- « Agir » : favoriser l'anticipation et l'adaptation de la réponse opérationnelle en lien avec les Préfectures ;
- « Accompanyer » : assurer le suivi des situations individuelles, vérifier la mise en place locale de mesures adaptées, et suivre les réponses pénales.

Le CALAE a aussi permis le déploiement sur le territoire des outils du « pack sécurité », ensemble de dispositifs permettant d'améliorer la prévention et l'accompagnement des élus victimes de menace (signalement des atteintes cyber, mise en place des référents « atteintes élus », diagnostic des référents sûreté, mise en place de caméras de surveillance dans un cadre judiciaire).

Pour compléter cette offre locale, décidée dans le cadre de la doctrine « une menace = une évaluation » réalisée par le préfet de département, le CALAE a réalisé la mise en place du plan national de prévention et de lutte contre les violences aux élus annoncé en juillet 2023.

Parmi ses 4 axes et 12 mesures, une de ces mesures consiste en la dotation possible à l'élus menacé d'un bouton d'appel.

Ce dispositif, simple d'utilisation, permet, en préenregistrant jusqu'à 5 contacts de proches, d'être géo localisé et signalé comme étant en danger s'il est activé.

Déployé de façon d'abord expérimentale dans l'ensemble des départements (20 boutons dans 8 départements dits « pilotes », et 5 dans les autres départements), le dispositif du bouton d'appel a fait l'objet d'une démarche d'évaluation par le biais de l'envoi de questionnaires, à la fois aux préfectures, mais aussi à chaque élu bénéficiaire.

De cette évaluation ressort une large satisfaction de la part des préfectures et des élus, et un avis favorable sur l'utilité de l'octroi d'un bouton d'appel pour diminuer le sentiment d'insécurité.

Cette évaluation positive incite à réfléchir à la généralisation du dispositif, pour améliorer son offre, à la fois quantitative et qualitative aux territoires.

2.2 Objet du marché

Le présent l'accord-cadre a pour objet la distribution d'un dispositif de boutons d'appel à destinations des élus.

2.3 Procédure de passation du marché

Le présent accord-cadre est un marché passé selon un appel d'offres ouvert lancé en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code.

2.4 Allotissement

Conformément à l'article L. 2113-10 du Code, les prestations de l'accord-cadre ne permettent pas l'identification de prestations distinctes, elles font l'objet d'un lot unique.

Le dispositif de boutons d'appel doit être identique pour l'ensemble des élus sur le territoire national.

2.5 Forme du marché

Conformément au Code, le marché se présente sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande. En effet, l'étendue et le rythme des besoins ne pouvant être définis à l'avance, il s'exécutera par l'émission de bons de commande successifs, selon les besoins de l'acheteur.

L'accord-cadre est conclu pour une **quantité minimale** de 2 200 boutons d'appel et une **quantité maximale** de 6 600 boutons d'appel.

Les quantités estimatives de l'accord-cadre sont les quantités indiquées dans le détail quantitatif estimatif (*onglet 2 de l'annexe financière*).

3 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Durée

L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification au titulaire pour une période ferme de 4 ans sauf si la quantité maximale est atteinte avant cette échéance.

3.2 Délais d'exécution

Par dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG-FCS, sauf mention contraire, les délais indiqués sont des délais ouverts.

De plus tout délai d'exécution des prestations mentionné à l'accord-cadre commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

En cas de retard d'exécution, l'acheteur pourra appliquer les pénalités de retard prévues dans le présent document

Ces délais expirent à la date de la présentation des prestations à l'acheteur, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

3.2.1 [Livraison des boutons d'appel](#)

Le délai maximal de livraison (*en France métropolitaine et en Outre-mer*) des boutons d'appel est de **8 semaines** à compter de la notification du bon de commande.

3.2.2 [Livraison des comptes rendus](#)

- Le délai maximal de remise du compte-rendu de réunion est de **5 jours** à compter de la date de réunion.
- Le délai maximal de remise du compte-rendu de livraison est de **5 jours** à compter de la date de livraison prévue dans le bon de commande.

3.3 Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement imprévisible pour un opérateur diligent, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS, pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du délai d'exécution, dans le cas où le délai d'exécution arrive à échéance dans un délai inférieur à 15 jours calendaires. Il indique, par la même demande, à l'acheteur public la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur public dispose d'un délai de 15 jours calendaires, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que l'exécution de la commande concernée n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

3.4 Sursis de livraison

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

3.5 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Conformément à l'article 24 du CCAG-FCS, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

La reprise des prestations se fait conformément aux modalités fixées dans le CCAG-FCS.

4 PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du Marché, elles prévalent, ci-après par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par la personne habilitée à engager la responsabilité de la société ;
 - l'annexe 1 à l'acte d'engagement relative au bordereau des prix unitaires (BPU) dûment complétée ;

NB : l'onglet 2 relatif au détail quantitatif estimatif (DQE) n'a pas de valeur contractuelle.

- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes :
 - l'annexe 1 au CCP relative à la confidentialité – la protection des données personnelles – les mesures de sécurité ;
 - l'annexe 2 au CCP relative à l'engagement de reconnaissance de responsabilité ;
 - l'annexe 3 au CCP relatif aux clauses contractuelles « RGPD » du ministère de l'intérieur
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, [dans sa dernière version](#) * ;
- toutes les normes en vigueur correspondant à l'objet de l'accord-cadre * ;
- l'offre du titulaire.

*Ces documents sont supposés être connus par les opérateurs économiques et ne sont pas annexés au dossier de consultation des opérateurs économiques.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du titulaire puis durant l'exécution de l'accord-cadre n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives de l'accord-cadre.

Toute clause limitative de responsabilité du titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Les exemplaires conservés par l'acheteur public font seuls foi en cas de litiges

NB : Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne font pas partie des documents contractuels.

5 REPRESENTATION DES PARTIES

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Pour ce faire, elles désignent chacune un interlocuteur chargé du suivi des prestations au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

La désignation des représentants des parties ne saurait remettre en cause le commencement d'exécution des prestations tel que prévu à l'accord-cadre.

5.1 L'acheteur

5.1.1 Représentant de l'acheteur

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS, l'administration désigne, lors de la réunion de démarrage, un interlocuteur chargé de la représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Une personne de niveau équivalent peut être désignée en remplacement en cas de nécessité.

Cet interlocuteur a la faculté de se faire assister par toute personne dont il juge le concours utile à la bonne exécution de sa mission.

5.2 Le titulaire

5.2.1 Représentant du titulaire

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec l'acheteur public.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, le titulaire désigne dès la notification une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le(s) interlocuteur(s) désigné(s) par le titulaire, peut être remplacé(s) par une personne de niveau équivalent, dans l'un des cas suivants :

- sur demande expresse de l'acheteur en cas de non-respect des obligations de sécurité et de confidentialité définies à l'annexe 1 au présent CCP ;
- sur demande expresse de l'acheteur en cas d'incapacité physique entraînant un arrêt de travail supérieur à 15 jours ouvrés ;
- sur demande du titulaire après accord de l'acheteur.

Tout interlocuteur proposé peut être récusé par l'acheteur par décision motivée. L'interlocuteur proposé est considéré comme accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 4 semaines à compter de la réception de la communication.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, en cas de récusation ou de remplacement, le titulaire dispose de 15 jours calendaires pour proposer un interlocuteur disposant de compétences au moins équivalentes et ce, jusqu'à acceptation de la personne par l'acheteur.

Le nom des personnes habilitées sera notifié à l'acheteur public par écrit, et mis à jour en cas de remplacement temporaire ou définitif.

5.2.2 Le groupement d'opérateurs économiques

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de 8 jours calendaires à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-FCS, le cocontractant inscrit en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

5.3 **La sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitants.

A ce titre, la sous-traitance est autorisée pour les marchés de travaux, les marchés de services et la part de services ou de travaux de pose ou d'installation des marchés de fournitures.

Le titulaire s'engage notamment à présenter à l'administration les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties de l'accord-cadre. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant. En cas d'accord, l'administration devra accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement.

Même lorsqu'un sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct, il peut être rémunéré par le titulaire du marché. Conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat n° 338780 du 23 mai 2011, cette rémunération libère la dette du pouvoir adjudicateur à due concurrence. Cette mention figure dans le formulaire DC4.

6 **MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

6.1 **Equipe dédiée à l'exécution des prestations et modalités de remplacement**

Lorsqu'il est prévu dans l'accord-cadre que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit en informer l'acheteur et proposer un remplaçant selon les modalités de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution de l'accord-cadre les personnes ayant les compétences et l'expérience requises pour l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire communique à l'acheteur, à sa demande, les noms, titres et coordonnées professionnelles des personnes physiques en charge de l'exécution des prestations.

En cas de changement d'un intervenant à l'initiative du titulaire, la période minimale de recouvrement pendant laquelle le partant communique à son successeur toutes les informations relatives à l'accord-cadre est fixée à 15 jours calendaires.

Si l'acheteur juge qu'un intervenant est insuffisamment formé à certaines techniques, elle adresse une demande de mise à niveau au titulaire par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception. Dans un délai d'un mois calendaire, le titulaire est tenu de procéder à la mise à niveau précitée ou, à défaut, de proposer un nouvel intervenant présentant le profil demandé.

6.2 **Réunions de cadrage et de suivi**

6.2.1 Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage est réalisée sous un délai de 10 jours à compter de la date de notification de l'accord-cadre dans les locaux du MI.

A cette réunion sera présent l'ensemble des représentants de l'acheteur et du titulaire afin de mettre en œuvre les aspects pratiques de l'accord-cadre.

Elle a pour objectif de :

- Présenter les équipes du titulaire et de l'administration impliqués dans la réalisation des prestations ;
- Présenter la méthode de travail en lien avec l'administration.

Un compte-rendu est établi par le représentant du titulaire de l'accord-cadre. Ce compte-rendu est transmis au représentant du MI dans un délai de **5 jours ouvrés** à compter de la date de la réunion.

6.2.2 Réunion de suivi

Une réunion de suivi se tiendra **semestriellement** entre le représentant du titulaire et le représentant du MI afin de dresser un bilan quantitatif et qualitatif de la période écoulée.

Elle a pour objectif de :

- dresser le bilan des événements spécifiques qui se sont déroulés ;
- dresser le bilan des difficultés rencontrées dans l'exécution des prestations ;
- trouver des solutions pour pallier les différentes difficultés rencontrées.

D'autres points peuvent être ajoutés à l'ordre du jour à la demande de l'administration ou du titulaire.

Un compte-rendu est établi par le représentant du titulaire de l'accord-cadre. Ce compte-rendu est transmis au représentant du MI dans un délai de **5 jours ouvrés** à compter de la date de la réunion.

6.2.3 Lieux de réunion

La réunion de démarrage et de suivi se déroulera dans les locaux du MI :

Centre d'Analyse et de Lutte contre les Atteintes aux Elus (CALAE)
Cabinet du directeur Général de la Gendarmerie Nationale
Ministère de l'Intérieur
Place Beauvau 75008 PARIS

6.3 *Description technique des boutons d'appel*

Les boutons d'appel sont au format « nomade ».

Ils doivent pouvoir se glisser dans la poche **et** disposer d'une accroche solide permettant d'être accroché à un objet du quotidien (exemple : porte-clés).

Ils doivent être discrets et ne pas éveiller de soupçons. A ce titre, la couleur du bouton d'appel doit être neutre et sans mention particulière.

La sensibilité du bouton doit être adaptée afin de limiter au maximum les déclenchements intempestifs.

Le bouton d'appel peut être rechargé par pile ou par USB. Le bouton d'appel doit être accompagné par le câble USB ou par les piles nécessaires pour une 1^{ère} utilisation. La durée d'autonomie est au minimum d'un mois. A ce titre, les boutons d'appel doivent être dotés d'un témoin d'autonomie afin de permettre à l'utilisateur d'être alerté sur le niveau de batterie restant.

6.4 Description du dispositif

6.4.1 [Système d'alerte](#)

Le déclenchement de l'alerte doit permettre un avertissement à des destinations des numéros « SOS ». Le dispositif doit permettre, à minima, le pré-enregistrement de 5 numéros « SOS ».

La solution doit permettre, a minima, d'alerter le destinataire par sms et par appel avec géolocalisation du bouton d'appel.

Une fois déclenché le dispositif doit permettre à la personne qui reçoit l'appel d'entendre en temps réel ce qu'il se passe autour de la personne appelante.

En outre, l'alerte doit permettre l'enregistrement sonore automatique en cas de déclenchement de l'alerte.

La solution n'est pas faite pour que les numéros « SOS » soit des numéros de la police ou de la gendarmerie nationale, qu'il s'agisse du « 17 » ou du numéro des référents « atteintes aux élus » (préfectures).

6.4.2 [Enregistrement sonore](#)

Outre le déclenchement par l'alerte, l'enregistrement doit être possible à tout moment par l'utilisateur via l'application mobile mentionnée à l'article 6.4.4 du présent document.

Le dispositif doit permettre un enregistrement de 15 minutes minimum et 45 minutes maximum.

L'enregistrement sonore doit pouvoir être conservé sur l'application mobile et être par la suite téléchargé par l'utilisateur du dispositif.

6.4.3 [Abonnement et opérateurs téléphoniques](#)

La solution proposée par le titulaire doit être compatible avec l'ensemble des opérateurs téléphoniques et avec l'ensemble des systèmes d'exploitation.

Dans l'hypothèse où le dispositif nécessite un abonnement autre que l'abonnement téléphonique de l'utilisateur, cet abonnement est inclus dans le prix d'achat du boutons d'appel.

6.4.4 [Application mobile](#)

Le titulaire doit mettre à disposition une application mobile à l'utilisateur du bouton d'appel.

Cette application doit permettre :

- de déclencher directement une alerte sans utiliser le bouton ;
- de gérer l'ensemble des fonctionnalités du bouton ;
- de gérer les enregistrements sonores ;
- de consulter le guide d'utilisation.

Le prix de la mise à disposition de l'application mobile est inclus dans le prix d'achat du bouton d'appel.

6.4.5 [Prise en main du dispositif](#)

Le titulaire doit accompagner chaque bouton d'appel d'une fiche explicative du dispositif.

Aussi, le titulaire s'engage à mettre à disposition des utilisateurs le kit de prise en main décrit dans son offre.

Le prix de la mise à disposition d'un kit de prise en main est inclus dans le prix d'achat du bouton d'appel.

6.4.6 [Disponibilité du dispositif](#)

Le dispositif dans son entièreté doit être disponible 24h/24 et 7j/7.

Le dispositif est indisponible lorsque, indépendamment de l'acheteur ou de l'utilisateur, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'une fonctionnalité qui y est inclus, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du dispositif auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire.

L'indisponibilité débute au moment de la notification de l'indisponibilité par le titulaire à l'acheteur de l'indisponibilité ou inversement et s'achève par la remise en état de fonctionnement du dispositif dans son entièreté.

6.4.7 [Suivi statistiques](#)

6.4.7.1 [A la livraison](#)

A l'issue de la livraison des boutons d'appel, le titulaire remet à l'administration centrale, dans un délai de 5 jours ouvrés, un compte-rendu de livraison détaillant :

- Le nombre de boutons livrés par département ;
- La date de livraison ;
- Le nom de la préfecture ;
- Les éventuels problèmes rencontrés lors de la livraison.

Les bons de livraison (cf. article 6.7.4 du présent document) doivent être annexés au compte-rendu de livraison.

6.4.7.2 [En cours d'exécution](#)

Le titulaire doit remettre semestriellement au MI, 5 jours ouvrés avant la réunion de suivi, un compte-rendu de suivi par département mentionnant à minima :

- Le nombre de boutons actifs ;
- le nombre de déclenchements sur les 6 derniers mois.

Le prix du suivi statistiques est inclus dans le prix d'achat du bouton d'appel.

6.5 [Garantie du dispositif](#)

6.5.1 [Durée de la garantie](#)

L'ensemble du dispositif est garanti pour une durée comprenant la durée minimale de 2 ans à laquelle s'ajoute la durée de l'extension de garantie proposée par le titulaire dans son offre le cas échéant (*durée de garantie 2 ans + durée de l'extension de garantie dans l'offre du titulaire*).

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission des boutons d'appels.

6.5.2 [Périmètre de la garantie](#)

Le titulaire s'engage, pendant toute la durée de garantie, au bon fonctionnement du dispositif.

A ce titre, en cas de défaillance d'un bouton d'appel, le titulaire a l'obligation de procéder à sa réparation ou son changement selon les modalités et délais maximums indiqués dans son offre.

Néanmoins, en cas de défaillance ou de vice de fonctionnement lors d'un usage normal du bouton, aucun frais supplémentaire (*envoi, réparation, frais de gestion, etc.*) ne peut être réclamé à l'acheteur ou l'utilisateur.

Dans le cas d'une défaillance à la suite d'un usage anormal du bouton d'appel, le titulaire pourra après avoir établi un compte-rendu et une phase contradictoire avec l'acheteur, facturer des frais supplémentaires sur devis.

Par ailleurs, le titulaire a à sa charge la maintenance préventive et évolutive de l'ensemble du dispositif (boutons d'appel, application, etc.)

Pour rappel, le prix de la garantie est inclus dans le prix d'achat du boutons d'appel.

6.5.3 Service d'assistance aux utilisateurs

Le titulaire s'engage à mettre à disposition des utilisateurs le service d'assistance décrit dans son offre.

Ce service d'assistance doit être mis en place à compter de la réception des boutons d'appel en préfecture.

Ce service doit permettre, a minima, de répondre, dans un délai maximum de 2 jours, aux éventuelles questions des utilisateurs sur l'utilisation courante ou aux pannes du dispositif

Ce service doit être accessible à minima sur les jours ouvrables de 9h à 12 et de 14h à 18h (horaires de métropole).

Le prix de la mise à disposition service d'assistance est inclus dans le prix d'achat du bouton d'appel.

6.6 Livrables

Dans le cadre de l'exécution des prestations les livrables attendus sont :

- Les comptes rendus de réunion ;
- Le compte-rendu de livraison annexé des bons de livraison ;
- Le compte-rendu de suivi semestriel ;
- Les boutons d'appel ;
- L'application mobile ;
- La fiche explicative ;
- Le kit de prise en main.

Le prix des livrables est inclus dans le prix d'achat du boutons d'appel.

6.7 Livraisons

6.7.1 Lieux de livraison

Les lieux de livraison des boutons d'appel sont précisés sur le bon de commande.

Le dispositif de boutons d'appel à destination des élus est déployé sur l'ensemble du territoire français à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon, les Terres Australes et Antarctiques Françaises et les îles de Wallis-et-Futuna.

6.7.2 Phasage

Le premier bon de commande après notification de l'accord-cadre concernera une commande de 2 200 boutons d'appel. Plus précisément, il s'agira d'une livraison d'environ 20 boutons d'appel par département et territoires d'outre-mer et 120 boutons au CALAE.

Par la suite, les commandes sont réalisées au fur et à mesure de l'apparition de nouveaux besoins dans la limite maximale de l'accord-cadre, à savoir 6 600 boutons d'appel.

6.7.3 Modalités de livraison

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets de l'accord-cadre afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Aussi, le titulaire veille à prévoir les moyens de manutention appropriés (hayon élévateur, transpalettes, par exemple) ainsi que le personnel compétent pour manipuler ces matériels et s'assure des restrictions de circulation auxquelles l'accès aux lieux de livraison est éventuellement soumis et s'y conformer.

La livraison est en respect strict de la commande.

Le titulaire s'engage à livrer les boutons d'appel à la date et dans le créneau horaire convenus entre le titulaire et chaque préfecture.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison est à la charge du titulaire de l'accord-cadre et ne peut être facturée à la personne publique.

6.7.4 Bon de livraison

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison libellé en français mentionnant :

- l'identité du service destinataire ;
- l'identification du matériel livré et sa quantité ;
- la date de livraison du matériel et le lieu de livraison ;
- la référence de la commande et de l'accord-cadre ;
- l'identification du signataire ayant réalisé la réception ;
- le timbre de la préfecture.

La livraison est alors constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature d'un double du bon de livraison.

Il est établi en deux exemplaires, daté et signé par le livreur et le représentant de la préfecture (qui conserve un exemplaire) après vérification quantitative et extérieure des colis.

Ce bon de livraison doit être dactylographié et toutes mentions autres que celles précédemment citées sont réputées nulles et non avenues.

Il est rappelé que le bon de livraison est exigé pour le paiement des prestations. Dès lors, le titulaire doit veiller à transmettre, avec la facture, le bordereau signé par la personne ayant assuré la réception des colis.

6.8 Transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port et d'emballage.

Pour toutes livraisons, le déchargement des camions reste à la charge du titulaire, que la livraison soit confiée à un transporteur ou à une équipe de livreurs.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire.

6.9 Emballage et conditionnement

L'emballage est approprié et en rapport avec la nature du transport et le type de fourniture, assurant une protection suffisante lors des opérations de transport, de manutention et de stockage.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte.

Le conditionnement des fournitures doit assurer une protection efficace lors des opérations de transport, de manutention et de stockage.

Dans l'hypothèse où les conditions d'emballage ne sont pas respectées, la fourniture est soit refusée, soit acceptée avec réfaction (*c'est-à-dire acceptation avec une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées*).

Les emballages restent la propriété du titulaire et sont repris immédiatement après l'achèvement de la prestation de livraison en application de l'article 20.2.2 du CCAG-FCS.

6.10 Clauses environnementales

Outre les obligations relatives aux transports, emballages et gestion des déchets, le titulaire s'engage à minima à mettre en place les modalités de recyclage et de reconditionnement qu'il a décrit dans son offre.

Aussi, le titulaire s'engage à ce que les boutons d'appel distribués dans le cadre de cet accord-cadre soient composé, a minima, de biens du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées tel que décrit dans son offre.

Pour rappel :

- Réemploi : « toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus » ;
- Réutilisation : « toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau » ;
- Recyclage : « toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins ».

6.11 Substitution et évolution de la gamme de fournitures

Le titulaire s'engage à fournir un dispositif strictement identique à ce qui a été indiqué dans son offre. L'offre du titulaire constitue la référence des prestations au jour de la notification de l'accord-cadre.

6.11.1 Substitution du bouton d'appel

En cas de difficulté avérée et justifiée (ex : chaîne de fabrication défaillante, approvisionnement difficile des matériaux, etc.) pour le titulaire de l'accord-cadre à maintenir au BPU sur toute la durée de l'accord-cadre le bouton d'appel qui a fait l'objet de la mise en concurrence initiale, il peut proposer à l'acheteur une substitution pour chaque bouton d'appel, de qualité équivalente et à prix identique.

En tout état de cause, la substitution du bouton d'appel est soumise au régime des avenants et doivent trouver leur fondement dans l'une des modifications autorisées à l'article L. 2194-1 du Code.

6.11.2 Evolution du dispositif

Le titulaire peut proposer à l'acheteur une évolution du dispositif. Ces nouveaux éléments ne peuvent ni modifier les caractéristiques principales de l'accord-cadre, ni avoir pour conséquence de réduire le niveau de qualité du dispositif sur lequel le titulaire s'est engagé.

En tout état de cause, la substitution ou l'évolution se réalise dans la stricte limite des conditions prévues au CCP de l'accord-cadre.

Sous réserve de leur acceptation par l'acheteur, ces nouveaux éléments se substituent à ceux figurant dans l'offre du titulaire.

En tout état de cause, l'évolution du dispositif est soumise au régime des avenants et doivent trouver leur fondement dans l'une des modifications autorisées à l'article L. 2194-1 du Code.

6.12 Propriété intellectuelle

Concernant les comptes rendus de réunion, de livraison et de suivi semestriel, par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats sont cédés à l'acheteur à titre exclusif.

L'acheteur peut utiliser les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle pour les besoins exprimés dans l'accord-cadre.

Le titulaire n'est pas autorisé à utiliser les résultats y compris commercialement. A ce titre, les résultats ne seront également pas utilisés par l'acheteur à des fins commerciales.

6.13 Protection des données à caractère personnel

Les éléments relatifs à cette clause sont décrits à l'annexe 3 au présent CCP.

6.14 Protection des informations – confidentialité – mesures de sécurité

Les éléments relatifs à cette clause sont décrits à l'annexe 2 au présent CCAP.

7 MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION

7.1 Prestations supplémentaires ou modificatives

Conformément à l'article 23.1 du CCAG-FCS, pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le prix provisoire de ces prestations sera mentionné dans l'ordre de service. A défaut, le titulaire n'est pas tenu de se conformer à cet ordre de service et doit notifier son refus dans un délai de 15 jours calendaires.

Les prix provisoires sont rendus définitifs selon les modalités fixées à l'article 23 du CCAG-FCS.

En tout état de cause, les prestations supplémentaires ou modificatives sont soumises au régime des avenants et doivent trouver leur fondement dans l'une des modifications autorisées à l'article L. 2194-1 du Code.

7.2 Clause de réexamen

L'accord-cadre peut faire l'objet de modifications conformément à l'article R. 2194-1 du Code. Ainsi, outre, la clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles prévue à l'article 25 du CCAG-FCS, le présent accord-cadre introduit une clause de réexamen rendant possible :

7.2.1 Modifications dues à une évolution réglementaire ou législative

Dans le cas où les prestations initialement décrites dans l'accord-cadre initial doivent faire l'objet de modifications à la suite d'une évolution réglementaire ou législative, les parties s'engagent à examiner de bonne foi les conséquences de cette évolution.

Les modifications sont bornées à ce qui est strictement rendue nécessaire par l'évolution réglementaire ou législative.

Sur proposition du titulaire, acceptée par l'acheteur après une éventuelle phase de négociation, la modification est intégrée à l'accord-cadre soit :

- Par ordre de service si l'impact financier est nul ;
- Par acte modificatif au contrat (avenant) en cas d'impact financier.

Dans le cas où les modifications envisagées ont un impact financier et ne peuvent souffrir aucun retard, il sera fait application pour la fixation du prix des modalités fixées à l'article 23.1 du CCAG-FCS.

7.2.2 Substitution par des boutons innovants

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage proposer des boutons d'appel innovants similaires ou substituables à ceux décrits dans l'accord-cadre initial.

Il devra apporter à l'acheteur les justifications sur le caractère innovant des boutons d'appel (attestations, recommandations, fiches techniques...).

Sur proposition du titulaire, acceptée par l'acheteur après une éventuelle phase de négociation, la modification est intégrée à l'accord-cadre soit :

- Par ordre de service si l'impact financier est nul ;
- Par acte modificatif au contrat (avenant) en cas d'impact financier.

La substitution des boutons ne pourra pas à la hausse comme à la baisse conduire à une modification de plus de 10% du prix unitaire du boutons d'appel.

7.2.3 Substitution par des boutons à un plus fort impact environnemental

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage proposer des boutons d'appel dont les aspects environnementaux sont plus important que ceux décrits dans l'accord-cadre initial.

Il devra apporter à l'acheteur les justifications sur environnementale des boutons d'appel (attestations, recommandations, fiches techniques...).

Sur proposition du titulaire, acceptée par l'acheteur après une éventuelle phase de négociation, la modification est intégrée à l'accord-cadre soit :

- Par ordre de service si l'impact financier est nul ;
- Par acte modificatif au contrat (avenant) en cas d'impact financier.

La substitution des boutons ne pourra pas à la hausse comme à la baisse conduire à une modification de plus de 10% du prix unitaire du boutons d'appel.

7.2.4 Modifications des livrables

L'ajout, la suppression et/ou la modification livrable pourra s'effectuer de la manière suivante :

L'acheteur informera le titulaire des livrables à ajouter, supprimer ou modifier. Ces ajouts, suppressions ou modification sont bornés à ce qui est strictement nécessaire pour le suivi de l'exécution du dispositif.

Sur proposition du titulaire, acceptée par l'acheteur après une éventuelle phase de négociation, la modification par ordre de service.

L'impact financier de cette modification est nul.

8 MODALITE ET DETERMINATION DU PRIX

8.1 Forme du prix

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires tel que fixés à l'annexe 1 de l'acte d'engagement (*bordereau des prix unitaires*).

8.2 Contenu du prix

Ces prix sont réputés complets et comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations. Le niveau des charges sur lequel le titulaire s'est fondé pour établir lesdits prix emporte engagement de sa part.

Ce niveau de charge peut être dépassé sans supplément de prix pour l'acheteur. Il couvre notamment :

- les prestations, objet des commandes, et leurs frais annexes ;
- le montant de l'abonnement le cas échéant ;
- les frais relatifs à l'assurance ;
- les droits de douanes ;
- les frais de conditionnement, d'emballage, de manutention et de livraison ;
- la documentation en langue française ;
- les prélèvements obligatoires divers ;
- les charges fiscales frappant obligatoirement les prestation* ;
- les frais relatifs aux réunions et aux comptes-rendus ;
- la réalisation des formalités administratives et/ou des procédures douanières ;
- la prise en charge de l'avance des frais de douane et autres frais et taxes connexes aux prestations ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle à titre exclusif.

Le prix TTC porté à cette annexe comprend toutes les taxes en vigueur à la date de son établissement.

* Sont applicables le ou les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Le titulaire est informé que l'unité monétaire est l'euro.

8.3 Précisions sur les droits de douanes

Le titulaire prend en charge l'ensemble des formalités et les paiements afférents aux opérations de douane, taxes et frais annexes divers. Dans tous les cas, les frais de douanes (taxes et frais) et la réalisation des formalités de douane est incluse dans le prix d'achat du boutons d'appel.

8.4 Variation du prix

8.4.1 Modalités de révision du prix

Les prix initiaux sont révisables.

Les prix initiaux des prestations sont réputés fermes et définitifs pour une période d'un an à compter de la notification du présent accord-cadre puis seront révisés annuellement à compter de la date d'anniversaire du présent accord-cadre

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise de l'offre finale. Ce mois est appelé « mois 0 ».

La formule de révision est la suivante :

$$P = P_0 (Ind / Ind_0)$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

P₀ = prix initial

Ind = dernière valeur connue de l'indice « 010766506 », publié à l'INSEE ****, sous l'identifiant Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A38 JC – Activités informatiques et services d'information ;

Ind₀ = valeur de l'indice « 010766506 », publié à l'INSEE ****, sous l'identifiant Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A38 JC – Activités informatiques et services d'information au mois zéro ;

(Ind / Ind₀) = coefficient de variation

Les indices provisoires sont réputés définitifs.

Les prix issus de cette révision sont réputés définitifs.

Le calcul de la révision des prix incombe au titulaire. Il dispose d'un délai d'**un mois** à compter de la date de révision des prix pour communiquer une demande de révision des prix faisant apparaître les indices et les modalités de calculs, à l'adresse suivante : salmi-execution@interieur.gouv.fr.

Si la révision du/des prix n'est pas communiquée dans le délai indiqué ci-dessus, le titulaire est réputé y renoncer. Il ne pourra alors y avoir d'application rétroactive de la formule de révision.

La valeur du coefficient ainsi que la valeur des indices utilisées pour son calcul sont validés par l'administration. Les prix révisés et le coefficient de révision sont validés par l'administration.

En tout état de cause, en l'absence de demande du titulaire, si la révision des prix est en faveur de l'acheteur, celui-ci peut imposer au titulaire la révision des prix.

8.4.2 Clause de sauvegarde

Si l'application de la formule de révision conduit à une augmentation moyenne des prix de 3 % ou plus, par rapport au prix de l'année N-1, l'acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre indemnité à la date du changement des prix ou de négocier avec le titulaire le taux de révision.

Si les deux parties parviennent à un accord, les nouveaux prix pourront être appliqués. Sans l'accord entre les parties, l'acheteur pourra résilier l'accord-cadre sans indemnité à la date du changement de prix.

8.4.3 Règles d'arrondi

8.4.3.1 Coefficient de révision

Conformément à l'article 10 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- quatrième décimale inférieure à 5 : valeur de la troisième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,0544 devient 1,054) ;
- quatrième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la troisième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,0545 devient 1,055).

8.4.3.2 Prix révisés

Le prix révisé calculé sur deux décimales est arrondi au centième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,054 devient 1,05) ;
- troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,055 devient 1,06).

La règle d'arrondi est la suivante :

- troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée (Exemple de calcul d'arrondi : 1,054 devient 1,05) ;
- troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la valeur supérieure (Exemple de calcul d'arrondi : 1,055. devient 1,06).

8.4.4 Remplacement ou disparition de l'indice

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié par l'INSEE ou, à défaut, de choisir un indice similaire.

En cas de remplacement de l'INSEE, si aucun indice de raccordement des deux séries n'est publié par l'INSEE, il sera calculé selon la méthodologie suivante :

- Prendre la dernière valeur définitive de la série arrêtée (V_a) ;
- Prendre la valeur définitive de la série poursuivante à la même date (V_{pd}) ;
- Calculer le coefficient de raccordement en effectuant l'opération suivante : V_a / V_{pd} et arrondir le résultat à quatre décimales ;
- Ensuite, pour prolonger l'ancienne série, multiplier les indices de la nouvelle série par le coefficient de raccordement et arrondir les résultats à une décimale.
-

Le nouvel indice choisi par les parties sera acté par voie d'avenant à l'accord-cadre au marché.

9 MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets au-delà de cette durée de validité pour une durée qui ne pourra excéder **6 mois**.

Les commandes sont passées selon les besoins, en référence au BPU, par le moyen d'un bon de commande, envoyé par mail et régularisé par courrier avec AR, qui comportera :

- L'identification des contractants ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- La référence de l'accord-cadre ;
- La désignation de la ou des prestations concernées ;
- La quantité commandée ;
- Le(s) lieu(x) et délai(s) de livraison ;
- Les prix unitaires HT et TTC ;
- Le montant total HT et TTC ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- l'ordonnateur donnant ordre de payer, le cas échéant ;
- le comptable assignataire chargé des paiements, le cas échéant ;
- toute autre information utile à la commande.

La notification des bons de commande donne lieu un envoi dématérialisé.

Le titulaire accuse immédiatement réception du bon de commande par les mêmes moyens.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, il dispose toutefois d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de la date de notification du bon de commande pour adresser à l'administration toute observation relative à celui-ci. Passé ce délai, le titulaire est réputé en avoir accepté sans réserve les conditions.

Dans le cas où le titulaire émettrait des réserves, qui ne le dispensent pas de l'exécution des prestations, il peut être établi un document rectificatif.

10 PENALITES –

10.1.1 [Pénalités de retard](#)

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

- Lorsque le délai de livraison des boutons d'appel est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt, une pénalité de 10 euros HT par jour ouvrés de retard et par bouton d'appel ;
- Lorsque le délai de livraison des livrables est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt, une pénalité de 50 euros HT par jour ouvrés de retard ;
- Lorsque le délai de réparation ou de changement de boutons d'appel en cas de défaillance d'un bouton d'appel est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt, une pénalité de 50 euros HT par jour ouvrés de retard.

10.1.2 [Indisponibilité du dispositif](#)

- Lorsque le dispositif est indisponible, le titulaire encourt à compter du 3^{ème} jour d'indisponibilité une pénalité de 200 euros HT par jour calendaire d'indisponibilité.

10.1.3 [Pénalités pour non-respect des obligations environnementales](#)

- En cas de non-respect des obligations environnementales, le titulaire, celui-ci encourt, une pénalité de 50 euros HT par manquement constaté.

10.1.4 Application des pénalités

L'ensemble des pénalités susmentionnés sont cumulables.

Conformément à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités au titre de l'accord-cadre sont applicables après une phase contradictoire préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités sont plafonnées à 25 % du montant HT du bon de commande pour laquelle le manquement a été constaté.

Dans le cas où les pénalités atteindraient le plafond susmentionné, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, moyennant le paiement du montant des pénalités restant dû.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, l'ensemble des pénalités sont dues par le titulaire sans considération du montant desdites pénalités.

10.1.5 Décomptes des pénalités

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations commandées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture ou par l'émission d'un titre de recette.

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

11 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues ci-dessous.

En l'absence d'indication, les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps. Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités définies par la suite. Il doit le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l'acheteur ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison ou de mise en service, le cas échéant, en ce lieu.

Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire signale que, sous réserve des stipulations ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

Les contrôles de quantité et de qualité ont pour objet de vérifier que la quantité et la qualité des prestations fournies par le titulaire est conforme aux documents contractuels et s'appliquent sur l'ensemble du périmètre et des prestations du présent accord-cadre. La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives et inversement.

Par dérogation au chapitre 5 du CCAG-FCS, la constatation de l'exécution des prestations se réalise selon les modalités suivantes :

Prestations	Modalités de vérifications	Délais de vérifications	Décisions	Phase contradictoire	Action du titulaire à la suite de la décision
Livraison des boutons d'appel	Les opérations de vérification sont effectuées au regard du compte-rendu de livraison annexé des bons de livraison signés.	15 jours ouvrés à compter de la livraison ou de l'exécution des prestations Passé ce délai, les prestations sont réputées admises.	Admission ¹	/	Présenter la demande de paiement
			Aajournement ²	Dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la notification de la décision d'ajournement : - Accepter l'ajournement - Refuser l'ajournement Le silence gardé durant ce délai vaut refus de l'ajournement	Présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de l'acceptation de l'ajournement
			Réfaction ³	Dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la notification de la décision d'admission avec réfaction : - Accepter la réfaction Formuler des observations sur lesquelles l'acheteur prononcera une nouvelle décision dans un délai de 15 jours ouvrés Le silence gardé durant ces délais vaut acceptation de la réfaction ou des observations	Présenter la demande de paiement avec la réfaction le cas échéant
			Rejet ⁴	Dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la livraison ou de l'exécution des prestations, l'acheteur doit demander au titulaire de présenter ses observations.	Exécuter à nouveau les prestations rejetées

¹ Admission : les prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché

² Ajournement : les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point.

³ Réfaction : les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état. Une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées est appliquée.

⁴ Rejet : Les prestations ne peuvent être admises en l'état

12 REGLEMENT

12.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'opérateur économique titulaire ;
- l'opérateur économique mandataire.

12.2 Avance

12.2.1 Conditions de versement

Conformément au Code, une avance est accordée au titulaire de l'accord-cadre, s'il n'y renonce pas, dès lors que la quantité minimale de l'accord-cadre correspond à un montant supérieur au seuil de 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'avance est versée dans un délai de 30 jours à compter de la notification du bon de commande.

12.2.2 Montant de l'avance

Lorsque la durée d'exécution du bon de commande est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande.

En ce qui concerne le taux de l'avance, l'acheteur décide de retenir **l'option A** de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Ainsi, le montant de cette avance est fixé à **5 %** du montant, toutes taxes comprises, correspondant à la quantité minimale de l'accord-cadre.

Néanmoins, conformément à l'article R. 2191-7 du Code, lorsque le titulaire de l'accord-cadre public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise, le taux minimal de l'avance est porté à **30 %** du montant, toutes taxes comprises, correspondant à la quantité minimale de l'accord-cadre.

En cas de versement d'une avance en application de l'article R. 2191-3 du Code, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification du bon de commande ou lorsque la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire est exigée, le délai de paiement de l'avance ne peut courir avant la réception de cette garantie ou de cette caution.

12.2.3 Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R. 2191-11 du Code.

12.3 Acomptes

Dans le cadre du présent accord-cadre, conformément aux dispositions des articles L. 2191-4 et R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code, le titulaire, s'il en fait la demande, reçoit des acomptes pour les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Il est rappelé qu'un acompte rémunère un service fait.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, il est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée à l'article R. 2191-32.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois et à 1 mois pour les petites ou moyennes entreprises ou les artisans au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, les sociétés coopératives de production, les groupements de producteurs agricoles, les sociétés coopératives d'artisans, les sociétés coopératives d'artistes ou les entreprises adaptées.

12.4 Paiement

12.4.1 Principe

Les prestations sont rémunérées par application des prix fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement (bordereau des prix unitaires) aux quantités réellement exécutées.

12.4.2 Mode de règlement

Les références du compte bancaire ou postal (compte commun en cas de groupement solidaire, un compte pour chaque membre en cas de groupement conjoint) où les paiements devront être effectués, seront indiqués dans l'Acte d'Engagement ; un RIB ou un RIP sera joint.

Conformément au Code, le délai global de paiement ne peut excéder trente jours calendaires à compter de la date de réception de la facture par l'acheteur ou de la date de décision prise par l'acheteur après les opérations de vérification des prestations lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date de décision prise par l'acheteur après les opérations de vérification. Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration de ce délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La mise en œuvre de ce délai interviendra dans les conditions fixées par les articles susmentionnés. Conformément au Code, le retard de paiement donnera lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €. Ces frais sont payés dans un délai de 45 jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

12.4.3 Interruption du délai de paiement

Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Pour les pouvoirs adjudicateurs dotés d'un comptable public, cette interruption ne peut intervenir qu'avant l'ordonnancement de la dépense.

L'interruption du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

Cette notification précise les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

L'interruption débute le jour de sa notification et prend fin à compter de la réception de la totalité des pièces exigées.

Dès lors, un nouveau délai de paiement est ouvert : il est de 30 jours calendaires ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à 30 jours calendaires.

12.4.4 [Modalités de paiement en cas de groupement](#)

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

12.5 **Demande de paiement**

12.5.1 [Contenu de la demande de paiement](#)

Conformément à l'article D. 2192-2 du Code, les factures précisent impérativement :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, l'offre promotionnel ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

12.5.2 [Modalités de demande de paiement](#)

La transmission des factures dans le cadre du présent accord-cadre doit être effectuée conformément aux dispositions :

- des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :
 - par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
 - en utilisant des web services (en mode API – « Application programming interface ») : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un

PRA035519 - CCP Distribution d'un dispositif de boutons d'appel à destination des élus

portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc. ;

- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins :
 - soit de déposer ses factures sur le portail ;
 - soit de saisir directement ses factures.

Pour connaître les conditions techniques⁵ et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

1.1.1 Comptables assignataires

Le comptable assignataire des paiements est le suivant :

Le contrôleur budgétaire et comptable ministériel du ministère de l'Intérieur.
Place Beauvau
Immeuble Lumière
75800 PARIS cedex 08

12.5.3 Ordonnateurs

L'ordonnateur principal est le suivant :

Centre des prestations financières
Place Beauvau
Immeuble Lumière
75800 PARIS cedex 08

12.5.4 Spécificité en cas de groupement

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

⁵ Guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange.

13 ENGAGEMENT ET RESPONSABILITES

13.1 Engagements et obligations

13.1.1 Engagements et obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels.

Le titulaire est particulièrement attentif aux contraintes opérationnelles propres aux bénéficiaires de l'accord-cadre.

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à communiquer par écrit, sans délai, à l'acheteur tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire, ainsi que les modifications se rapportant aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire néglige de se conformer à cette disposition, il est informé que l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement de l'accord-cadre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont la personne publique n'aurait pas eu connaissance.

Le titulaire est tenu à :

- une obligation de moyens au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre dès lors qu'il n'est pas fait référence à des objectifs quantifiés ;
- une obligation de résultat relativement aux délais et performances à respecter ;
- une obligation de conseil et de mise en garde. A cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs le MI, de toute difficulté ou événement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation.

13.1.2 Engagements et obligations de l'acheteur

Afin de contribuer à l'exécution conforme des prestations par le titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre, l'administration s'engage à :

- assurer au titulaire toutes facilités pour permettre l'exécution des prestations ;
- mettre le titulaire en mesure d'assurer ses obligations dans le respect des stipulations contractuelles et sans retard, sous réserve des règles de protection, de confidentialité et de sécurité.

13.2 Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier, dès la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande.

14 RESILIATION

14.1 Cas de résiliation

L'acheteur peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code.

Aussi, il est fait application des cas de résiliation prévus 39, 40, 41 et 42 du CCAG-FCS.

En outre, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire dans l'hypothèse où le plafond des pénalités est atteint.

Par ailleurs, si au cours de l'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur est informé par un agent de contrôle mentionné à l'article L. 8222-6 du Code du travail de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, le titulaire dispose d'un délai de deux mois pour apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

A défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire selon les modalités arrêtées à l'article 45.1 du CCAG-FCS.

Enfin, en dehors des cas prévus au CCAG-FCS, l'acheteur se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution de l'accord-cadre sans motif valable à l'appréciation de l'acheteur.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, l'acheteur public se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis, qui n'ont pas été exécutés en totalité.

14.2 Décompte de résiliation

La résiliation du fait de la personne publique dans le cas fixé à l'article 40.1 du CCAG-FCS donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.2 du CCAG-FCS.

La résiliation aux torts du titulaire donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.3 du CCAG-FCS.

La résiliation prononcée dans les cas visés à l'article 39 du CCAG-FCS ou à la suite d'une demande du titulaire donne lieu au décompte de résiliation mentionné à l'article 43.4 du CCAG-FCS.

14.3 Absence d'indemnisation pour résiliation pour motifs d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun droit à indemnisation en cas de résiliation unilatérale de l'accord-cadre.

15 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Il est fait application de l'article 45 du CCAG-FCS.

16 DIFFERENTS

16.1 Médiation

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier

recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

16.2 Litige

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent document seront réglées conformément aux prescriptions :

- du Code de la commande publique
- du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

Les litiges éventuels relatifs à l'exécution du présent marché, qui n'auront pas pu faire l'objet d'un règlement à l'amiable tel que prévu à l'article 46 du CCAG-FCS, relèvent de la compétence exclusive du tribunal administratif compétent:

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04

17 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Toute dérogation au CCAG-FCS qui n'est pas clairement définie et récapitulée comme telle dans le présent article est réputée non écrite.

Toutefois, ne constitue pas une dérogation au CCAG-FCS l'adoption, sur un point déterminé, de stipulations différentes de celles qu'indique dans ce dernier lorsque, sur ce point, celui-ci prévoit expressément la possibilité pour les marchés publics de contenir des stipulations différentes.

Le présent CCP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

Articles du CCP dans lesquels figurent des dérogations	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet de la dérogation
3.2	3.2.2	Sauf mention contraire, les délais sont entendus en jours ouvrés
3.3	13.3	Cas pour demander une prolongation des délais (élargissement de la possibilité aux circonstances imprévisibles)
4	4.1	Documents contractuels
5.1	3.3	Désignation du représentant de l'acheteur
5.2.1	3.4.3	Remplacement du représentant du titulaire
5.2.2	3.5.4	Remplacement du mandataire en cas de défaillance
6.12	37	Cession exclusif des résultats
8.4.1	10.2.4	Mois d'établissement du prix initial
9	3.7.2	Délai pour apporter des observations sur une commande
10.1.4	14	Absence d'exonération et modification du plafond des pénalités de retard
13.2	9	Délais de remise attestation assurance
14.4	42	Absence d'indemnisation en cas de résiliation